

## **Irak : le mythe d'Eldorado<sup>1</sup>**

Stéphane Chatton, Nicolas Mazzucchi

***L'Irak a connu, en octobre dernier, une vague d'attentats dont le bilan s'avère être l'un des plus sanglants depuis 5 ans. Dix ans après la fin « officielle » de la guerre d'Irak, l'instabilité du climat politique, les luttes inter-religieuses entre sunnites et chiites et l'état déplorable des infrastructures plombent le paysage économique du pays, pourtant détenteur d'importantes réserves de pétrole, parmi les plus riches de la planète, selon plusieurs études récentes.***

« Les principales opérations de combat en Irak sont terminées. Dans la bataille d'Irak, les États-Unis et leurs alliés ont triomphé ». C'est par ces mots que le président américain George W. Bush annonçait, le 1<sup>er</sup> mai 2003, sur le pont du porte-avions *USS Abraham Lincoln*, la fin des combats en Irak. À cette date, le régime de Saddam Hussein venait de tomber et les forces armées américaines croyaient en avoir terminé avec une promenade militaire d'une quinzaine de jours contre des forces sous-équipées, au moral défaillant et victimes d'un embargo depuis une dizaine d'années. Ce fut une grossière erreur. L'Irak, de victoire militaire conventionnelle, se transformait bientôt en un borborygme insurrectionnel. Dix ans et quelques dizaines de milliers de morts plus tard, les forces américaines se sont retirées d'un pays en proie à un simili chaos, considéré par les organismes spécialisés comme l'un des plus dangereux du monde.

Toutefois, contrastant avec cette situation politico-sécuritaire calamiteuse, des études fleurissent depuis quelques temps sur une éventuelle reprise économique de l'Irak. Le pays détenant des réserves pétrolières immenses, parmi les plus importantes au monde, il se pourrait, selon divers analystes, que la solution à son problème soit ici. C'est l'avis de l'Agence internationale de l'énergie qui, dans son dernier

*World Energy Outlook*, fait de l'Irak le prochain Eldorado énergétique, tablant sur une reprise spectaculaire des activités pétrolières du pays.

Cette vision macroscopique, principalement au travers du prisme de sa production pétrolière, doit néanmoins être mise en perspective par rapport à d'autres éléments. L'état et la composition du secteur pétrolier, la situation politico-sécuritaire, le jeu des différentes puissances doivent être mis en balance pour comprendre quelle est la véritable situation de l'Irak actuel, et son devenir. Il importe de comprendre si cette reprise pétrolière annoncée, devant faire du pays à nouveau un acteur majeur du secteur, est réelle ou si elle masque des ambitions plus complexes.

En effet, les projections sur le devenir de l'Irak, pour hypothétiques qu'elles soient, ne peuvent résulter que de l'analyse de la situation réelle du pays et des difficultés politiques et sociales que celui-ci traverse, comme de l'étude du miracle pétrolier annoncé. Ce miracle, anticipation d'un mouvement de fond ou manœuvre d'influence, révèle le jeu des différentes puissances autour de l'Irak, objet de nombreuses convoitises.

### **L'Irak, superpuissance pétrolière ?**

La richesse pétrolière de l'Irak n'a rien d'une nouveauté. Déjà, à la fin de la Première Guerre

1. Cet article est déjà paru dans la *Nouvelle Revue Géopolitique* (n° 123, Oct.-Déc. 2013).

mondiale, les Britanniques avaient tenu, lors des négociations avec les Français sur le devenir des possessions ottomanes du Moyen-Orient, à s'arroger le *vilayet* de Mossoul dont on présumait les richesses en hydrocarbures<sup>2</sup>. Longtemps chasse gardée des Britanniques, l'Irak une fois indépendant a pu s'appuyer sur ce même pétrole pour devenir l'une des principales puissances de la région, aux côtés de l'Iran et de l'Arabie Saoudite, elles-mêmes bâties autour d'une solide rente pétrolière.

Le régime de Saddam Hussein a particulièrement bien su tirer avantage de cette situation. De la nationalisation des actifs pétroliers dans les années 1970 à la guerre du Golfe, ce dernier a réussi à solidifier son pouvoir sur le centre de gravité économique du pays sans toutefois apparaître comme une menace pour les occidentaux, grâce notamment à son implication dans la lutte contre l'Iran de Khomeiny. C'est à partir de l'invasion du Koweït, en 1990, que la position occidentale change, amenant l'année suivante au déclenchement de la guerre du Golfe, première guerre « en direct télévisuel » de l'histoire. Cette guerre, avec les travers que l'on sait, n'amène pas à la chute de Saddam Hussein, mais à la mise en place de sanctions économiques avec le programme « pétrole contre nourriture » sous l'égide des Nations unies. Ce programme est rapidement contourné par tous les acteurs majeurs de la

2. Avec une compensation pour la France, sous la forme d'une partie de l'exploitation pétrolière octroyée à la CFP, ancêtre de Total.

politique pétrolière mondiale – Américains, Britanniques, Français et Russes –, ce qui donnera lieu à un immense scandale dont les répercussions se font encore sentir<sup>3</sup>. L'échec de ce programme est très révélateur de la dichotomie existant entre un système de sanctions internationales fondé sur le respect du droit et la réalité économique guidant les États. Dès le début des années 1990, la forte demande en produits pétroliers combinée à la neutralisation momentanée de la production koweïtienne a obligé les acteurs occidentaux à se tourner vers l'Irak, en contradiction avec leur propre système de sanctions.

Cette importance de l'Irak dans le jeu pétrolier mondial – le pays disposerait, fin 2011, des quatrièmes réserves prouvées au monde, avec plus de 11 % du total<sup>4</sup> – en fait un acteur incontournable. Retrouvant son statut de puissance pétrolière<sup>5</sup>, l'Irak reprend petit à petit une place dans l'OPEP et dans le jeu géoéconomique mondial du pétrole. Ce redressement de la production pétrolière nationale, dû notamment à l'implication des compagnies américaines dès la fin des opérations militaires les plus importantes, permettrait de redonner

3. Le verdict du procès français « pétrole contre nourriture » mettant notamment en cause la compagnie Total n'a été rendu qu'en juillet 2013, avec un non-lieu pour les accusés.

4. Données OPEP. Les premières réserves mondiales seraient détenues par le Venezuela, en prenant en compte les pétroles non conventionnels.

5. En 2012, la production a retrouvé les niveaux de 1989 avec près de 3 millions de barils/jour.



Production pétrolière de l'Irak (millions de barils/jour)

Source : IEA

au pays une place de « clé » du Moyen-Orient, tampon entre sunnites et chiïtes, Arabie saoudite et Iran et golfe Persique et Méditerranée, au vu de sa proximité géographique avec la Syrie et la Turquie.

L'Agence internationale de l'énergie est venue couronner cette reprise par un focus sur l'Irak dans le dernier *World Energy Outlook*, prévoyant que le pays deviendrait, à l'horizon 2030, le deuxième exportateur mondial de pétrole, responsable à lui seul de 45 % de la hausse de production d'ici à 2035<sup>6</sup>. Se fondant sur l'abondance et la facilité d'extraction du pétrole irakien, les analystes prévoient de manière très optimiste une explosion de la production<sup>7</sup> – et des exportations – irakiennes dès la fin de la décennie. Si, en 2012, l'Irak a retrouvé des niveaux de production équivalents à ceux de 1989 avec près de 3 millions de barils/jour, le pays n'a pas encore retrouvé son maximum historique de 1979 avec 3,5 millions de barils/jour<sup>8</sup>.

Toutefois, de nombreux obstacles au plein développement de l'Irak subsistent et découragent souvent les compagnies étrangères

d'investir dans le pays. Au-delà d'une situation sécuritaire plus que complexe, la loi pétrolière qui réserve la part du lion à l'État dissuade tout investissement lourd. Or c'est bien de cela dont l'Irak a besoin. Abîmé par trois guerres successives depuis les années 1980, le pays dispose d'infrastructures vétustes dans le transport et le raffinage. Cette situation paradoxale (des réserves immenses et une défiance de la part des *majors*) amène à relativiser l'essor économique annoncé. D'ailleurs, lors de la dernière grande mise aux enchères de lots de block d'exploration-production au printemps 2012, seuls 3 lots sur les 12 proposés ont trouvé preneur<sup>9</sup>. Plus grave, aucun de ces lots n'a été acquis par une compagnie occidentale, ces dernières se désintéressant ostensiblement de l'affaire. La question de la révision ou non de cette *Oil and gas law*, écrite par l'administration de transition américaine en 2004 et adoptée en 2007 par le gouvernement irakien, divise les décideurs politiques irakiens. Cette loi, touchant au principal fondement de l'économie irakienne, prévoyait que chaque province serait autonome sur la question pétrolière. En ce sens, les kurdes, très attachés à leur autonomie, refusent la modification d'un document leur conférant un véritable pouvoir économique autonome<sup>10</sup>.

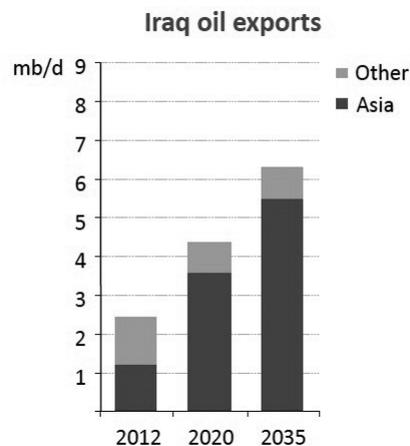
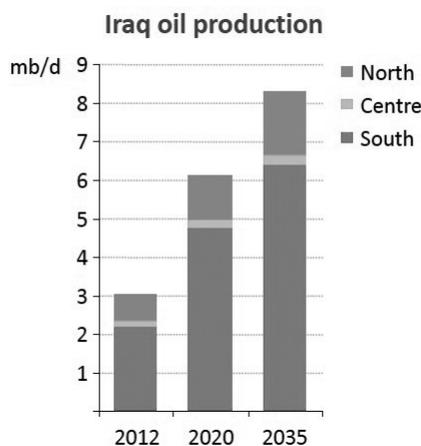
6. Source : *World Energy Outlook 2012* launch presentation.

7. H. Merklein, "Who Needs Big Oil in Irak: the Case for Going It Alone" in *Middle East Economic Survey*, 12 janvier 2004. Disponible à l'adresse : [http://www.menafn.com/qn\\_news\\_story\\_s.aspx?storyid=38863](http://www.menafn.com/qn_news_story_s.aspx?storyid=38863)

8. R. E. Ebel, *Geopolitics and Energy in Iraq*, CSIS report, août 2010.

9. <http://www.reuters.com/article/2012/05/28/us-iraq-oil-auction-idUSBRE84R0J720120528>

10. A. Amai, S. Shennib et C. Edwards, "Iraq Oil and Gas Regime", juin 2013. Disponible à l'adresse: <http://www.reeds->



Évolution de la production et des exportations de pétrole de l'Irak  
Source : IEA

De même, l'inquiétante situation politico-sécuritaire, au-delà des simples problèmes législatifs liés à une fédéralisation inachevée du pays, remet en cause les prédictions optimistes de l'International Energy Agency qui semble se borner à analyser le secteur pétrolier indépendamment de la situation globale de l'Irak. Les niveaux de production prévus depuis le rétablissement de l'autorité nationale en Irak n'ont jamais été atteints<sup>11</sup> à cause notamment des divers avatars de la situation intérieure du pays, dont la corruption, le vol, les violences et le terrorisme<sup>12</sup>.

### L'insécurité en Irak : tonneau des Danaïdes ?

En amont des violences interconfessionnelles récurrentes, la question des déplacements internes de la population irakienne depuis 2005-2006 a potentialisé cette guerre civile larvée, en poussant chacune des communautés (turkmènes, chrétiens, sunnites et chiïtes, pour ne parler que des principales) à se reconcentrer géographiquement pour échapper aux exactions des différentes milices et groupes terroristes, selon une logique proche de celle de l'ex-Yougoslavie des années 1990. Jusqu'à aujourd'hui, il y a eu une épuration quasi-systématique des organes du pouvoir<sup>13</sup>, notamment de la part des chiïtes qui ont profité de leur position au sein des forces armées et de l'institution, avec comme témoin silencieux les États-Unis. Ce communautarisme forcené ne fait qu'alimenter le clivage et la haine entre sunnites et chiïtes. Cette politique entraîne des protestations violentes de la population sunnite depuis plusieurs mois, qui se sent considérée comme une classe de seconde zone et n'a toujours pas digéré la « débaasification » au sein de l'armée, des autres sphères de l'institution et dans certaines administrations-clés. Selon Dha-

fer Al-Ani (membre de la coalition Al-Iraqiya), « les institutions, les appareils sécuritaires et l'armée sont méthodiquement vidés de leurs dirigeants sunnites ». Pour preuve, il précise que « parmi 40 dirigeants militaires au ministère de la Défense, seulement 4 seraient sunnites » et « sur 180 reçus à l'académie militaire, 10 tout au plus viennent des provinces sunnites »<sup>14</sup>. Le sous-emploi chronique des sunnites irakiens crée des tensions et de la jalousie vis-à-vis du Premier ministre Maliki qui représente le chiïsme irakien enfin au pouvoir. Les sunnites ont perdu leurs prérogatives historiques. Depuis la constitution des *vilayets* par l'Empire ottoman en 1550-1690, en passant par la domination des Anglais au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>15</sup>, les sunnites ont été placés aux postes les plus importants en tant qu'élite à part entière. L'arrivée de Saddam Hussein au pouvoir n'a rien arrangé au gouffre instauré entre les Irakiens chiïtes et sunnites. Les tensions interconfessionnelles sous-tendues par une histoire chargée d'inégalités finissent par éclater aujourd'hui.

Les violences engendrées par ces tensions ont fait, selon l'AFP, 3 421 victimes dans des attaques depuis le début de l'année 2013<sup>16</sup>. Pour Victoria Fontan<sup>17</sup>, les sunnites irakiens n'ont pas arrêté de demander « la fin de la "débaasification", le retrait du Premier ministre chiïte N. Al-Maliki et la fin du fédéralisme ». Leur dernière chance pourrait se trouver dans une rébellion armée pouvant être soutenue par certains pays de la région ayant intérêt à saper indirectement la puissance de l'Irak, notamment au sujet de la Syrie. « Le spectre d'une guerre civile totale et décisive en Irak est en place. [...] C'est une question de semaines, voire de jours », confirme V. Fontan<sup>18</sup>.

[mith.com/Iraq-Oil-and-Gas-Regime---Part-1-06-25-2013/](http://mith.com/Iraq-Oil-and-Gas-Regime---Part-1-06-25-2013/)

11. En 2006, le vice-ministre du Pétrole prévoyait d'atteindre, en 2011, le chiffre de 4 à 4,5 millions de barils/jour de production.

12. R. E. Ebel, *op. cit.*, pp. 11 et suivantes.

13. Dr. Michael Izady of Columbia's School of International and Public Affairs : <http://musingsoniraq.blogspot.fr/2009/11/blog-post.html>

14. 2011 « Sans fédéralisme, l'implosion menace » par Mouchriq Abbas, AL Hayat.

15. Reidar Vossler 2008 : « La Grande-Bretagne l'a créé de toutes pièces en 1920 en accolant de façon arbitraire trois provinces (vilayets) de l'Empire ottoman qui correspondaient précisément à ces territoires communautaires ».

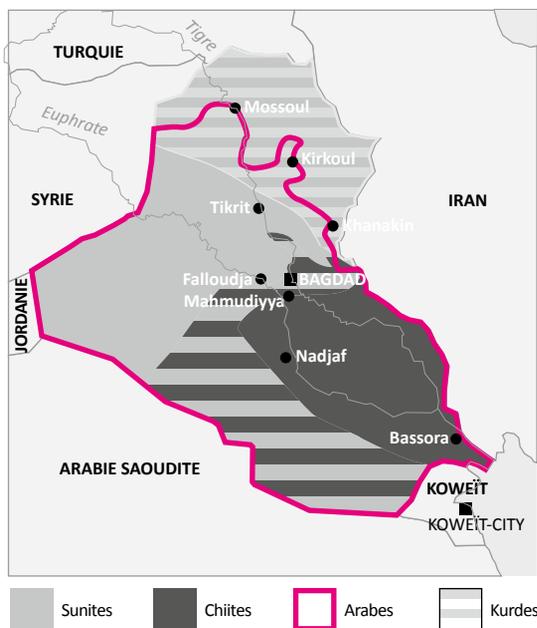
16. 14 août 2013.

17. Professeure associée à l'université pour la Paix et mandatée par les Nations unies.

18. Le JDD 04/08/2013 : <http://www.lejdd.fr/International/Moyen-Orient/Actualite/Le-retour-en-Irak-de-l-ennemi-public-n-1-622621>

## Les tensions régionales

La position géographique et stratégique de l'Irak au Moyen-Orient, au confluent de pays historiquement antagonistes comme l'Iran, la Turquie et les pays de la péninsule arabique, rend le pays particulièrement sensible à l'instabilité engendrée par les différents mouvements de la région (révolution syrienne, Printemps arabe) et aux tensions interconfessionnelles entre sunnites, chiïtes, kurdes et chrétiens. Le pays entretient d'ailleurs, au niveau géopolitique, des relations complexes avec ses différents voisins. Les relations avec la Turquie sont tendues depuis 2012 car les Turcs ont tendance à se tourner volontiers vers le gouvernement du Kurdistan autonome irakien pour ses échanges économiques avec la région, sans passer par le gouvernement central de Bagdad, ce qui irrite fortement ce dernier. Pour la poursuite de ces relations privilégiées avec les autorités kurdes, les Turcs ont d'ailleurs intérêt à ce que l'Irak ne devienne une nation ni trop puissante, ni trop organisée.



**Irak : répartition ethnoreligieuse**  
Source : Questions internationales n° 16, nov.-déc. 2005

Les relations avec l'Iran sont également marquées par une profonde ambivalence. Le Premier ministre, Nouri Al-Maliki (chiïte), entretient de bonnes relations avec une certaine frange des dirigeants iraniens dont A. Rafsandjani, mais pas nécessairement avec le grand ayatollah Ali Khamenei. Il n'en reste pas moins qu'Al-Maliki aide toujours l'Iran : il laisse notamment passer par l'espace aérien irakien les avions iraniens qui ravitaillent le régime du président Bachar Al Assad, prétextant qu'il n'a pas les moyens d'empêcher cela. Une banque irakienne liée à l'État, la *Elaaf Islamic Bank*, était utilisée pour transférer l'argent provenant de la vente du pétrole iranien transitant par l'Irak pour être exporté, contournant ainsi l'embargo américain et européen visant l'Iran<sup>19</sup>. De son côté, Téhéran entretient des relations avec plusieurs factions antagonistes. Si les kurdes restent les alliés historiques de l'Iran, principalement depuis la guerre Iran-Irak de 1980-88 qui leur a valu les foudres de Saddam Hussein, le pays soutient également Moussa Sadr, principal représentant religieux du chiïsme irakien, qui accepte bon gré mal gré ce soutien pour le financement et l'entraînement de sa milice. De plus, l'Iran a bien l'intention d'augmenter son aide visible auprès de l'Irak : lors de son passage à Bagdad en juillet 2013, l'ancien président iranien A. Rafsandjani a exprimé le souhait d'envoyer plus d'entrepreneurs iraniens afin de reconstruire le pays.

La situation de la Syrie, voisin direct, a également un impact important sur l'Irak. Un ancien officiel américain résume parfaitement la situation en ces termes : « Une guerre syrienne avec des conséquences régionales est devenue une guerre régionale avec un focus syrien »<sup>20</sup>. Les déclarations de Nouri Al-Maliki confirment cette interprétation : il avertit que, si les sunnites gagnent en Syrie, il y aura une augmentation du conflit entre chiïtes et sunnites dans toute la région, en Irak en particulier. Les Irakiens sont d'ailleurs déjà impliqués dans ce conflit puisque des volontaires chiïtes n'hésitent pas à prendre l'avion à l'aéroport de Najaf ou de

19. *New York Times* 18/08/213 : [http://www.nytimes.com/2012/08/19/world/middleeast/us-says-iraqi-are-helping-iran-skirt-sanctions.html?pagewanted=all&\\_r=0](http://www.nytimes.com/2012/08/19/world/middleeast/us-says-iraqi-are-helping-iran-skirt-sanctions.html?pagewanted=all&_r=0)

20. Rapport de l'International Crisis Group (27/06/2013) : "Syria's metastasing conflict".

Bagdad pour aller combattre en Syrie, officiellement pour défendre le mausolée de Zeynab près de Damas. Quant aux sunnites, leur engagement se concrétise notamment par la mise en place d'une structure dédiée au combat en Syrie, appelée État Islamique en Irak et au Levant (EIIL). L'idée maîtresse de la constitution de l'EIIL par Al-Qaïda en Irak<sup>21</sup> repose sur un postulat très simple : le combat contre les chiites est dorénavant un combat transnational. Al-Qaïda en Irak, qui avait pratiquement disparu lors du retrait des troupes de la coalition, s'est restructuré jusqu'à redevenir un groupe terroriste de premier plan. Plus particulièrement depuis le début 2013, Al-Qaïda est en position de déstabiliser le pouvoir en place, au travers des multiples attentats ciblant la communauté chiite, ainsi que par la récente libération de centaines de prisonniers. La population profite de l'impuissance montrée par les autorités pour remettre en question les capacités du gouvernement à agir. L'Irak redoute d'ailleurs que la Syrie, avec laquelle il partage une frontière de 600 kilomètres, ne devienne un « repaire » pour Al-Qaïda, et a prévenu son ministre des Affaires étrangères, Hoshyar Zebari<sup>22</sup>. Les réfugiés syriens sont de plus en plus présents en Irak, selon le HCR : leur nombre dépasserait les 155 000 à fin août 2013, principalement au nord-ouest du pays<sup>23</sup>.

### L'Irak nœud géoéconomique

Cette double situation de crise, interne et régionale, doit permettre de tempérer les projections optimistes qui fleurissent vis-à-vis de l'Irak ces derniers temps. C'est avant tout sur un intérêt géoéconomique que se fondent ces projections, les demandes asiatiques (et principalement chinoises) en hydrocarbures devant servir de moteur à la croissance de la production pétrolière irakienne<sup>24</sup>. La hausse constante

de la demande chinoise en hydrocarbures, qui a fait de ce pays le premier importateur mondial de brut depuis 2011, de même que les appétits d'une Inde en plein développement économique, poussent les pays émergents vers les dernières ressources pétrolières non encore possédées par des compagnies nationales ou internationales. L'Irak fait ainsi figure de véritable Eldorado et la prise de participation des entreprises chinoises dans l'exploration et la production des champs pétrolifères irakiens ne cesse d'augmenter. La CNPC ne cesse de développer sa présence dans le pays, dans les champs de Rumaila, Halfaya et Al-Adhab où elle s'est imposée en 2010-2011. La Chine, l'un des premiers importateurs de pétrole irakien<sup>25</sup> et dont les relations sont cordiales avec l'Iran, tend à orienter petit à petit le pays vers l'Orient plutôt que vers l'Occident. La position des compagnies chinoises et indiennes (ONGC) dans la région de Bassorah permet un développement accéléré du sud du pays. Toutefois, en termes d'exploitation pétrolière, l'Irak semble s'être figé dans le temps depuis la fin des années 1980<sup>26</sup>.

L'Irak, par sa position géographique, représente un enjeu dans la lutte d'influence sunnites-chiïtes et même au sein de chacune des communautés. Si l'antagonisme entre les deux communautés, représenté par le soutien des pays de la péninsule arabique aux premiers et de l'Iran aux seconds, est bien connu, des différends apparaissent au sein même de la communauté sunnite. L'Irak est en train de devenir un des nombreux théâtres d'affrontements entre l'Arabie Saoudite, promouvant un islam wahhabite, et le Qatar, partisan d'un salafisme proche des Frères musulmans. L'enjeu des sunnites, partagés entre Arabie Saoudite et Qatar, s'ajoute à celui des kurdes courtisés par l'Iran et la Turquie et à celui des chiïtes déchirés entre leur attachement national et le soutien de l'Iran dont ils ne veulent pas devenir les vassaux sous

21. Appelé aussi État Islamique en Irak, créé en 2006.

22. *New York Times* du 15 août 2013. <http://www.nytimes.com/2013/08/16/world/middleeast/syrian-war-fueling-attacks-by-al-qaeda-in-iraq-officials-say.html>

23. <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/country.php?id=103>

24. J. Dargin, "Iraq poised for key role in global energy sector" in *Oil and Gas Journal*, volume 111, issue 3, avril

2013. Disponible à l'adresse: <http://www.ogj.com/articles/print/volume-111/issue-3/exploration--development/iraq-poised-for-key-role-in-global.html>

25. Les premiers ex-æquo étant l'Inde et les États-Unis, avec environ 20 % du brut irakien chacun.

26. D. Yergin, *The Quest*, New York, Penguin, 2012 (2<sup>e</sup> ed.), pp. 148-161.

forme d'un nouveau Hezbollah. Ces tensions récurrentes entre les trois communautés, représentées par trois territoires différents inégaux en termes de ressources, viennent se surajouter à l'enjeu global que représentent les dernières grandes réserves inexploitées de la planète.

Craignant pour sa mainmise sur les approvisionnements mondiaux en pétrole, ainsi que pour la stabilité du pays et de la région entière, les États-Unis semblent désireux d'attirer le plus de compagnies occidentales possible. Alors que les occidentaux avaient bloqué les marchés post-guerre aux entreprises ne faisant pas partie de la coalition, il semblerait que les entreprises françaises ou allemandes soient à nouveau les bienvenues. En effet, les entreprises américaines paient de plus en plus leur image de « responsables de la guerre », comme en témoignent les récentes difficultés d'ExxonMobil et de Royal Dutch Shell dans le pays. Pour éviter que l'Irak n'entre totalement dans l'orbite des pays émergents d'Asie ou même de l'Iran, il convient d'attirer le plus possible de compagnies occidentales pour qu'elles occupent les concessions pétrolières et aident à rétablir un semblant d'autorité et de croissance dans le pays. Si les infrastructures (pipelines, raffineries) sont vétustes et fragiles, elles ont au moins le mérite d'exister et de permettre une évacuation du pétrole – et bientôt du gaz – vers le Golfe et la Turquie (Ceyhan)<sup>27</sup>.

### **Avenir de l'Irak : le débat reste entier**

Les projections de l'IEA sur l'Irak, si elles montrent avec justesse un renouveau de la production nationale, sont bien trop optimistes concernant le futur immédiat du pays. Naïveté ou manœuvre d'influence destinée à attirer massivement les compagnies occidentales dans un pays perpétuellement au bord du chaos, le débat reste entier. Si l'hypothèse de la

volonté américaine d'attirer les Européens sur les rives du Golfe prend tout son sens lorsque l'on regarde la position des acteurs émergents, la tactique semble risquée. Si l'insécurité en

Irak n'empêche pas les entreprises étrangères (principalement les compagnies pétrolières) de s'installer, elle pourrait représenter à terme un problème majeur.

Deux scénarios se dessinent.

Le premier : une implosion du pays sur le modèle de l'ex-Yougoslavie où chacune des trois grandes communautés récupérerait une

partie du territoire : nord pour les kurdes, est et sud pour les chiites, ouest pour les sunnites. Cette hypothèse ne lèserait finalement aucune partie puisque même les sunnites, si leur région est bien plus faible que les autres en termes de ressources, disposeraient d'un droit de transit grâce aux infrastructures et d'une bonne partie de la capacité de raffinage. Toutefois, ce scénario se heurte à la tradition centralisatrice de l'Irak et à sa conscience nationale développée du temps du parti Baas.

Le second : un scénario de coexistence plus ou moins pacifique fondé sur le modèle libanais avec reconnaissance forte de l'identité de chacune des communautés est également envisageable, pour peu que le pouvoir chiite soit capable d'assurer à chacune d'entre elles une répartition des richesses et une sécurité satisfaisantes. Les élections législatives de 2014 vont être un tournant pour l'Irak. Si le pouvoir a procédé à un nouveau découpage électoral<sup>28</sup>, un renouvellement important des dirigeants devrait néanmoins avoir lieu. Car, au-delà des problématiques d'insécurité dues à la violence intercommunautaire, les Irakiens veulent voir leur vie quotidienne s'améliorer en changeant de dirigeants. Même au Kurdistan, il y a une envie de renouveau des acteurs politiques habituels qui redonne un espoir pour une amélioration de la situation. ■

---

## **Cette double situation de crise, interne et régionale, doit permettre de tempérer les projections optimistes qui fleurissent vis-à-vis de l'Irak**

---

27. Le pipeline syro-irakien est fermé depuis 2003 et les récents événements en Syrie n'incitent pas à l'optimisme.

28. <http://musingsoniraq.blogspot.fr/2013/07/iraq-proposes-changing-its-provincial.html>